

POINT FORT

«La prévention contre la drogue souffre d'incohérence»

Les politiques en matière de drogue bâties sur une approche par produit ne sont pas pertinentes, comme le montre un récent rapport de l'Institut de recherches sociologiques

A quel point les drogues sont-elles dangereuses? C'est la question que la Commission fédérale pour les questions de drogues s'est posée dans la perspective des débats à venir autour de la refonte de la loi sur les stupéfiants. Le défi est en effet de rectifier la politique actuelle dans ce domaine sans laisser prédominer des critères idéologiques ou économiques, mais en se basant sur des critères scientifiques. La Commission s'est ainsi tournée vers Sandro Cattacin, directeur de l'Institut de recherches sociologiques (Faculté des sciences de la société). Président du groupe interparti qui a récemment lancé l'idée d'associations de consommateurs de cannabis à Genève, le professeur dirige également le Forum de recherches sociologiques, consacré cette année à la drogue dans tous ses états (*lire encadré*). Son rapport, corédigé avec Dagmar Domenig, directrice de la Fondation Arkadis, repose sur une vaste analyse de la littérature issue des recherches dans le domaine. Entretien.

La dangerosité des drogues est influencée par un nombre élevé de variables. Lesquelles?

Sandro Cattacin: Il est difficile de déterminer dans quelles conditions et pour quels types de consommateurs une drogue peut devenir dangereuse. Etablir des modèles réglementaires orientés sur la substance, comme c'est le cas aujourd'hui, n'est à l'évidence pas pertinent. L'exemple de l'héroïne est frappant. Consommée en situation d'illegalité, sans contrôle de sa composition, elle représente une énorme source de risque, alors que celui-ci est bien plus réduit dans le cadre d'une consommation contrôlée.

A l'extrême, l'héroïne peut même être un produit médical intéressant.

Existe-t-il un lien entre consommation de drogue et troubles socio-sanitaires?

Même si les consommateurs de cannabis présentent plus de psychoses que la population normale, aucune corrélation statistique n'a pu être démontrée. En effet, lorsque la consommation de cannabis d'une société diminue ou augmente, le nombre de cas psychotiques ne change pas. L'explication est plutôt à rechercher dans le lien entre drogue et marginalité. Il en va de même des relations entre cannabis et violence. Au Colorado, où cette substance a été légalisée, on a d'abord observé une augmentation de la consommation. Celle-ci a été immédiatement suivie d'une diminution spectaculaire des actes de violence et des accidents de voiture, des impacts notamment dus à la baisse massive des abus d'alcool, les deux substances ne faisant pas bon ménage.

Etes-vous favorable à une libéralisation des drogues?

Pour diminuer les risques pour les consommateurs, la seule solution est en effet de proposer des modes de régulation et d'accès aux drogues. Le modèle, tel qu'élaboré dans notre projet d'association de consommateurs de cannabis, préconise une logique de marché fortement régulée, avec un contrôle sur le produit, le consommateur et la consommation. Il ne s'agit de loin pas de clubs avec un joli décor et une ambiance décontractée, comme on a pu le voir à Barcelone. Mais de lieux où la composition du produit que l'on consomme est connue et où il existe un lien entre consommateurs et

producteurs. La Commission consultative en matière d'addictions s'est penchée sur ce projet et soumettra bientôt des propositions au gouvernement genevois. Si celles-ci sont acceptées, une demande d'essai sous forme d'un projet pilote pourra être soumise aux autorités fédérales.

Toutes les drogues doivent-elles être régulées?

Pour se prononcer valablement, il faudra d'abord attendre les résultats de cet essai. Mais on peut déjà constater qu'avec la prescription contrôlée, l'héroïne est quasiment sortie du marché noir. Devenue médicalement, elle n'intéresse plus grand monde en Suisse, où elle est relativement peu consommée. La même expérience n'a toutefois pas fonctionné avec la cocaïne. Pour cette substance – un excitant qu'on consomme seulement au moment où l'on en a besoin –, il faudra probablement se diriger vers des solutions limitant les quantités consommées, mais elles sont difficiles à imaginer. La réflexion politique en est surtout très loin.

Jusqu'ici, les tentatives de régulation des drogues ont

toutes échoué. Pourquoi?

Dans les années 90, la politique en la matière a beaucoup été influencée par des logiques pragmatiques, comme l'intérêt public ou la diminution des risques pour le consommateur. Il existait alors un consensus, tant dans le monde politique que dans l'espace public, autour de l'idée que la régulation était la seule réponse pour diminuer la misère liée à la drogue. Mais cette prise de conscience n'a pas été transformée au niveau légal et on est passé à autre chose... Quand la loi sur les stupéfiants a été discutée début 2000, face à une UDC qui prenait de l'importance, les partis de centre droite ont préféré changer leur position et se diriger vers une logique répressive. L'initiative sur le chanvre votée en 2008 avait, quant à elle, été lancée par des consommateurs avérés et était peu crédible de ce fait.

Quelle est votre opinion quant à la prévention actuelle?

Un sondage récent réalisé en Slovénie sur la perception de la dangerosité des drogues chez les jeunes a montré que 80% des participants considéraient la cigarette comme

extrêmement dangereuse contre seulement 20% pour le cannabis. Les politiques préventives souffrent d'un problème de cohérence, et celui-ci est particulièrement important en Suisse. Les messages vont dans toutes les directions, alors que le discours devrait être identique pour l'ensemble des produits qui peuvent conduire à une dépendance, y compris les jeux vidéo et de hasard. Le message de prévention à l'intention des jeunes est, quant à lui, fondamental.

En parallèle à ce rapport, le «Forum de recherches sociologiques» est consacré cette année au thème de la drogue. Que s'y passera-t-il?

Le Forum sera l'occasion de réunir les multiples «compétences drogue» qui sont disséminées au sein des facultés de l'UNIGE. Celles-ci couvrent toutes les thématiques, allant de l'expérimentation sur les animaux aux nouvelles thérapies comme le cannabis médical, en passant par l'analyse juridique des lois sur les stupéfiants ou les enquêtes de terrain (*lire p. 3*). Un MOOC sur les drogues pourrait même voir le jour à l'UNIGE.

Mieux comprendre les drogues

Organisé sous la forme d'un cycle de conférences, le Forum de recherche sociologique se décline cette année sur le thème de la drogue. Malgré la permanence de la prohibition comme fondement des politiques drogues, force est de constater que les consommations ne diminuent pas et que les effets secondaires, comme le marché noir ou la délinquance, persistent. Pour déchiffrer les différents enjeux dans le domaine, dix conférences publiques

permettront de comprendre l'histoire de la prohibition, ses points d'apogée comme ses remises en question. Les représentations des drogues dans l'imaginaire collectif seront également discutées.

| TOUS LES MERCREDIS |

Les drogues dans tous leurs états

de 18h30 à 20h

Uni Mail, salle MR160

unige.ch/-/forum-sociologie-2016